

## Note de conjoncture n°21

### Année 2025

#### 1. En bref

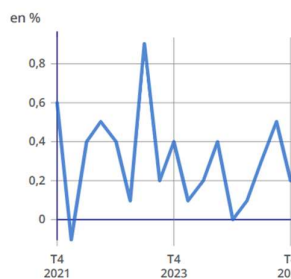
##### Derniers indicateurs conjoncturels :

- En novembre 2025, la production dans les services baisse (-1,4%),
- En novembre 2025, le volume des ventes dans le commerce diminue de 0,4%,
- Au quatrième trimestre 2025, l'emploi salarié du secteur privé est quasi stable,
- En décembre 2025, les prix de production de l'industrie française augmentent de à 3% sur un mois et baissent de 2,2% sur un an,
- La consommation des ménages en biens diminue de nouveau en décembre 2025 (-0,6% après -0,3%),
- Le PIB ralentit au quatrième trimestre 2025 (+0,2% après +0,5%) ; en moyenne en 2025, il augmente de 0,9%,
- En novembre 2025, le chiffre d'affaires dans l'industrie manufacturière diminue (-0,8%),
- Créations d'entreprises en décembre 2025 : une accélération qui clôt une année record.

##### Indicateurs clés :

###### Croissance économique

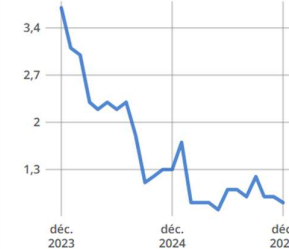
4e trim. 2025 : +0,2 %



###### Inflation

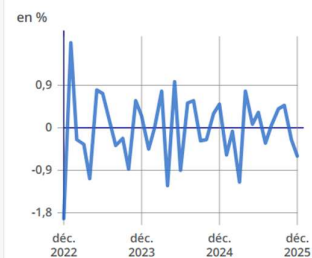
décembre 2025 : +0,8 %

en % (glissement annuel)



###### Consommation des ménages en biens

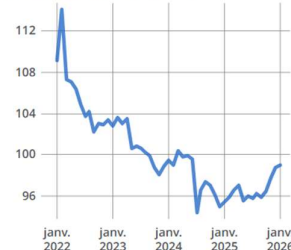
décembre 2025 : -0,6 %



###### Climat des affaires

janvier 2026 : 99

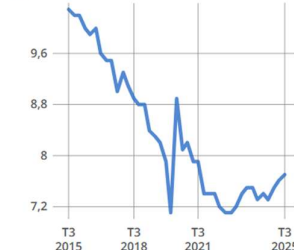
moyenne de longue période=100



###### Chômage y compris les DOM

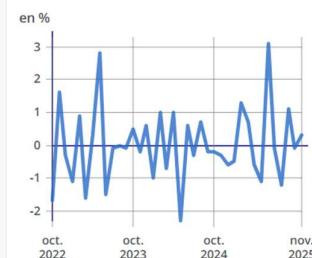
3e trim. 2025 : 7,7 %

en %



###### Production industrielle (manufacturière)

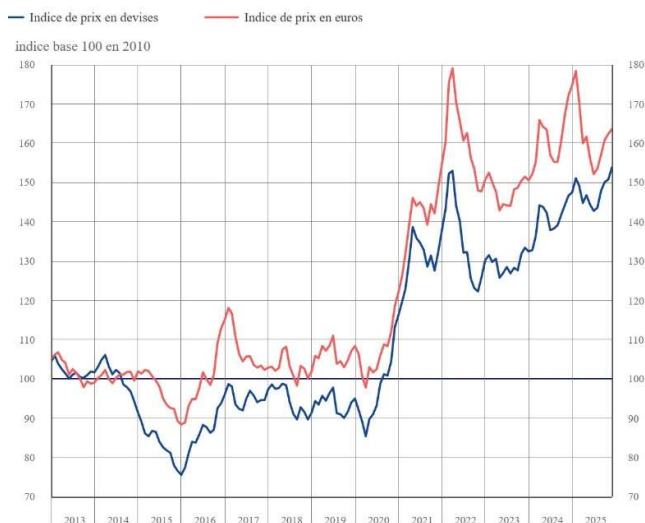
novembre 2025 : 0,3 %



Février 2026

## **Matières premières & Energie :**

En décembre 2025, le prix du pétrole en euros diminue nettement (-4,3 % sur un mois après +0,1 % en novembre), tout comme celui du gaz (-10,2 % après -3,6 %). Les prix en euros des matières premières importées (hors énergie) continuent d'augmenter sur un mois (+0,8 % après +1,0 %), mais baissent sur un an (-5,0 %). Les prix en euros des matières premières industrielles accélèrent sur le mois (+4,0 % après +0,4 %) et augmentent de 6,6 % sur un an, essentiellement sous l'effet de la hausse des cours des métaux précieux. Les prix des matières premières stratégiques sont presque tous en hausse sur le mois, dans des proportions parfois très importantes. Enfin, les prix en euros des matières premières alimentaires se replient sur un mois (-2,1 % après +1,6 %) et baissent fortement sur un an, de 13,7 %.

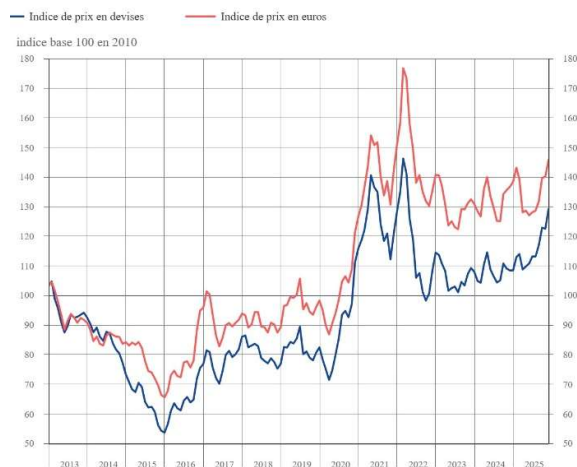


## **Les prix en euros des matières premières industrielles accélèrent**

En décembre 2025, les prix en euros des matières premières industrielles accélèrent sur un mois (+4,0 % après +0,4 % en novembre). Sur un an, ils sont en hausse de 6,6 %.

Les prix des matières minérales accélèrent (+3,8 % après +1,1 %). Les prix des métaux précieux accélèrent (+8,7 % après +1,6 %), tout comme ceux des métaux non ferreux (+2,7 % après +1,6 %). Les prix des métaux ferreux rebondissent (+1,0 % après -0,3 %). Sur un an, les prix des matières minérales augmentent de 10,2 %, tirés par la forte hausse des prix des métaux précieux (+54,4 %), sous l'effet des cours de l'argent et de l'or.

Les prix des matières premières agro-industrielles rebondissent sur un mois (+5,5 % après -5,3 %). Les prix du cuir rebondissent nettement (+19,4 % après -15,7 %) et ceux de la pâte à papier accélèrent (+5,0 % après +0,5 %). Les prix des fibres textiles naturelles repartent à la hausse (+3,0 % après -0,6 %), tout comme ceux des bois sciés tropicaux (+0,7 % après -1,1 %), et dans une moindre mesure, ceux des bois sciés de conifères (+0,7 % après -9,7 %). Les prix du caoutchouc naturel continuent d'augmenter légèrement (+0,2 % après +0,6 %). Sur un an, les prix des matières premières agro-industrielles baissent fortement (-14,8 %), particulièrement le caoutchouc (-20,9 %), la pâte à papier (-18,7 %), les bois sciés de conifères (-13,2 %) et le cuir (-10,6 %).



Février 2026

## 2. Statistiques du Ministère de la Transition Ecologique

### 📊 Derniers chiffres :

- +6,9% hausse des autorisations à la construction de logements en décembre 2025,
- +10,2% hausse de la production d'énergie primaire en France en 2024,
- 3,3 millions tonnes de déchets soumis à notification préalable, exportés par la France en 2024,
- 19,9% part de marché des voitures électriques neuves en 2025,
- -32% baisse des émissions de gaz à effet de serre de la France entre 1990 et 2024.

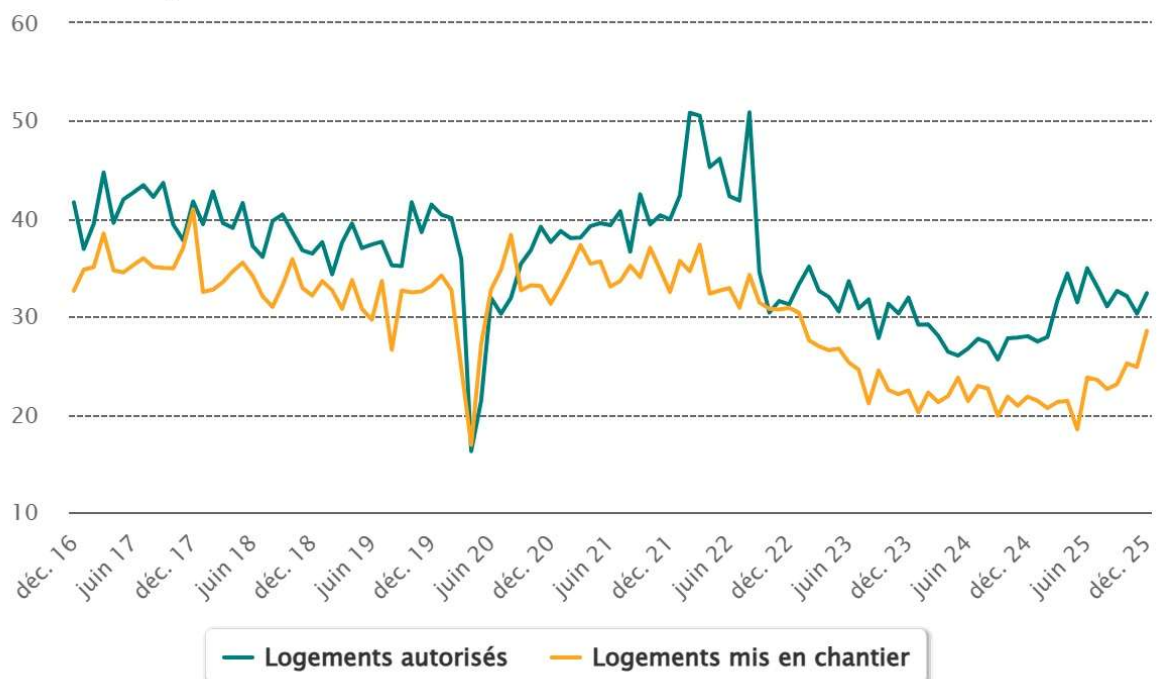
### 📊 Construction de logements - Résultats à fin décembre 2025

En décembre 2025, les autorisations de logements repartent à la hausse par rapport à novembre (+ 6,9 % en données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables), pour atteindre 32 381 unités. Cette progression intervient après deux mois de recul (- 5,6 % en novembre et - 1,7 % en octobre). Malgré ce sursaut de fin d'année, l'activité du second semestre reste moins dynamique que celle du premier, marqué par de fortes progressions ayant permis de franchir à deux reprises le seuil des 34 000 autorisations mensuelles, après deux années défavorables. La hausse de décembre est tirée par un fort rebond des logements collectifs, tandis que les logements individuels montrent un léger recul. Sur toute l'année 2025, 379 222 logements ont été autorisés à la construction, soit 15,0 % de plus que sur l'année 2024 mais 8,8 % de moins que la moyenne des cinq années précédentes.

### Nombre de logements autorisés et mis en chantier au mois le mois (données CVS-CJO)



En milliers de logements



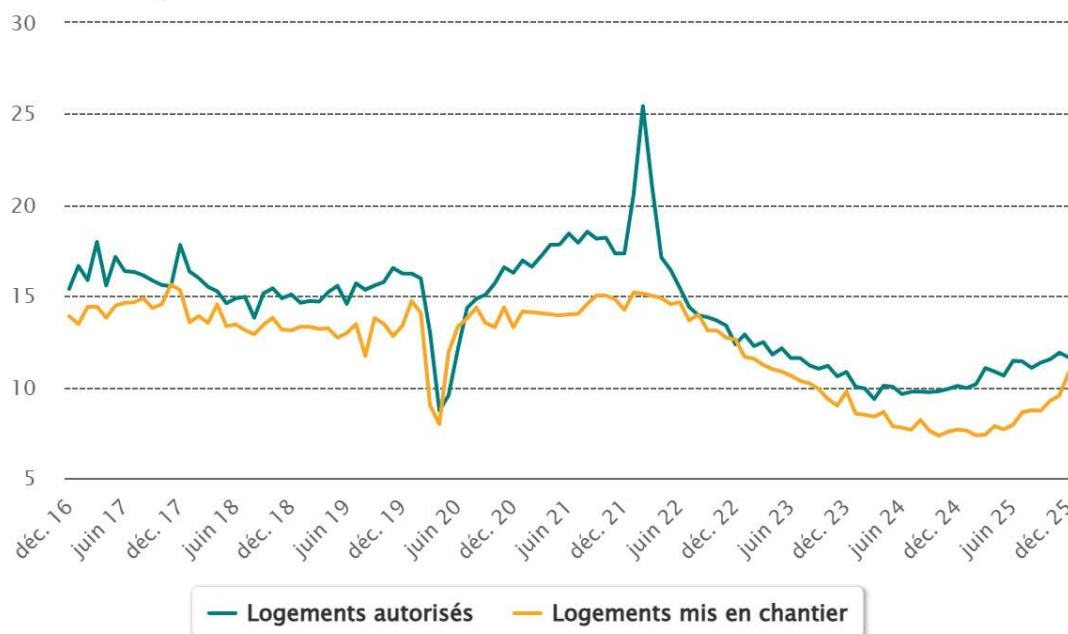
Février 2026

En décembre 2025, les autorisations de logements individuels enregistrent une légère baisse de 2,1 % par rapport à novembre, pour s'établir à 11 624 unités. Ce léger repli mensuel concerne autant les logements individuels groupés que l'individuel pur. Sur 12 mois, leur total reste inférieur de 20,5 % à la moyenne des cinq dernières années.

En décembre 2025, les mises en chantier de logements individuels enregistreraient une forte hausse de 13,0 %, une progression portée à la fois par l'individuel groupé et par l'individuel pur. Sur 12 mois, le cumul demeure nettement en retrait, de 29,1 % par rapport à la moyenne observée sur les cinq années précédentes.

### Nombre de logements individuels au mois le mois (données CVS-CJO)

En milliers de logements



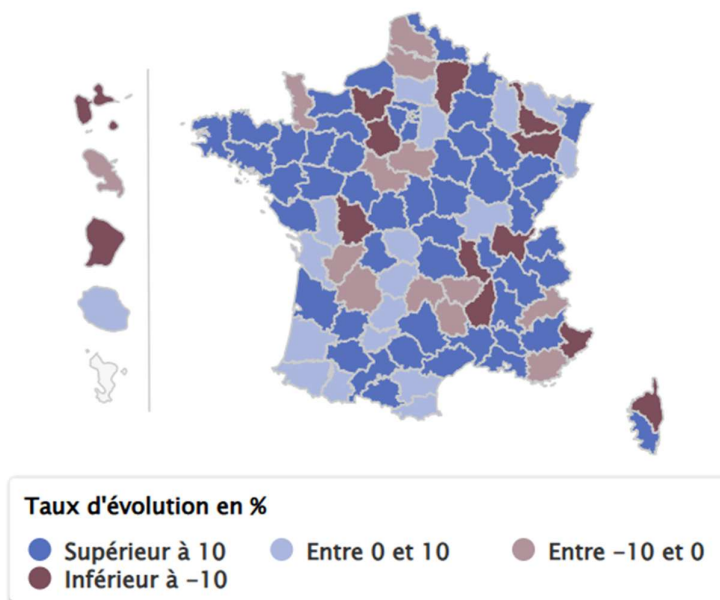
Les autorisations de logements collectifs, incluant les résidences, enregistrent une forte hausse de 12,8 % en décembre 2025 pour atteindre 20 757 unités. Cette augmentation correspond à un fort rebond des autorisations des logements collectifs ordinaires et dans une moindre mesure des logements en résidence. Au cours des 12 derniers mois, le nombre total d'autorisations de logements collectifs est inférieur de 0,9 % par rapport à la moyenne des 5 années précédentes. Ce résultat s'explique par un niveau plus bas des autorisations de logements collectifs ordinaires, tandis que les logements en résidence sont plus haut que la tendance à moyen terme.

Les ouvertures de chantiers de logements collectifs, y compris en résidence, augmenteraient de 15,9 % en décembre par rapport à novembre, atteignant 17 763 unités. Cette hausse serait due à un très fort rebond des logements en résidence, tandis que les logements collectifs ordinaires seraient légèrement en baisse. Sur 12 mois, le cumul reste inférieur de 15,8 % à la moyenne des cinq dernières années.

Février 2026

## Logements autorisés

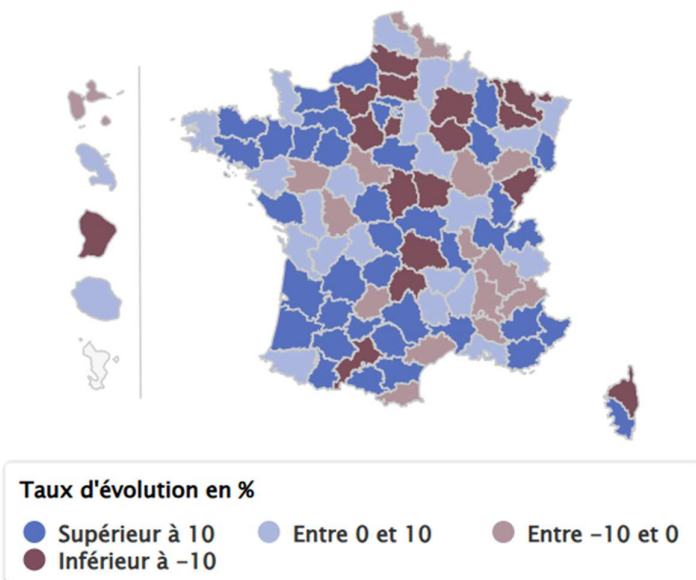
(douze derniers mois par rapport aux douze mois précédents)



Source : SDES, Sit@del2, estimations à fin décembre 2025

## Logements mis en chantier

(douze derniers mois par rapport aux douze mois précédents)



Source : SDES, Sit@del2, estimations à fin décembre 2025



## Construction de locaux : résultats à fin décembre 2025

Au cours du quatrième trimestre 2025, les enregistrements d'autorisation à la construction de locaux non résidentiels s'élèvent à 9,3 millions de m<sup>2</sup> et sont en baisse (- 6,7 %) par rapport au même trimestre un an plus tôt.

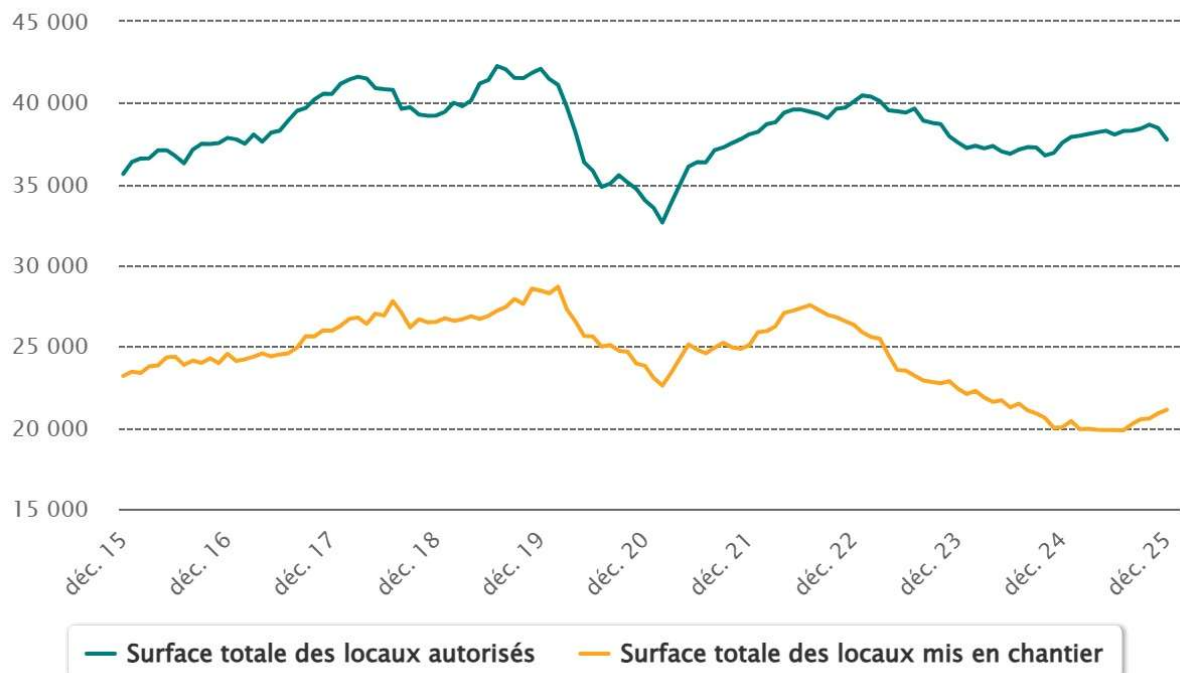
Sur cette même période, 5,4 millions de m<sup>2</sup> de locaux non résidentiels ont été mis en chantier, en progression (+ 12,0 %) par rapport à la même période un an auparavant.

Sur l'année 2025, les autorisations de locaux non résidentiels enregistrées s'élèvent à 37,7 millions de m<sup>2</sup> et augmentent légèrement (+ 0,5 %) par rapport à l'année précédente.

Durant cette même année, avec 21,1 millions de m<sup>2</sup>, les enregistrements de mises en chantier progressent (+ 5,4 %) par rapport à l'année 2024.

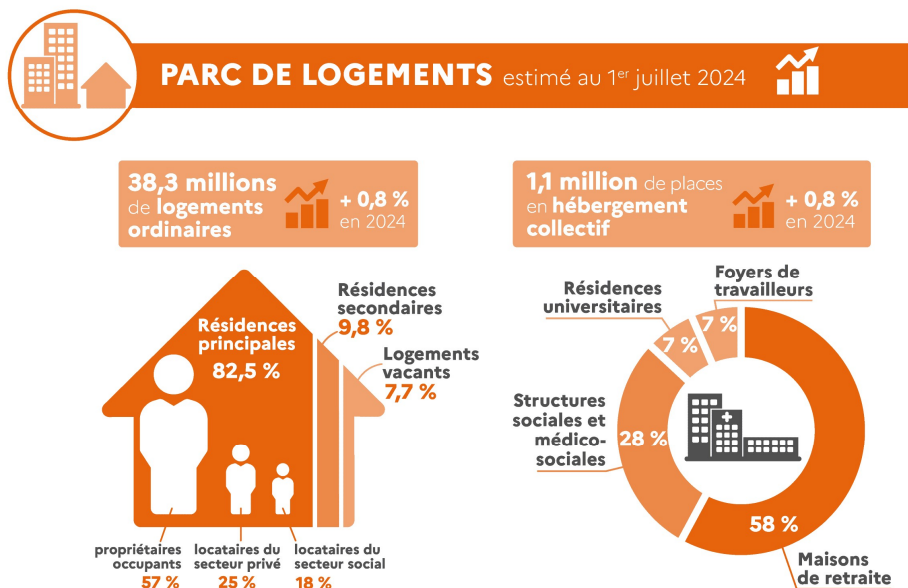
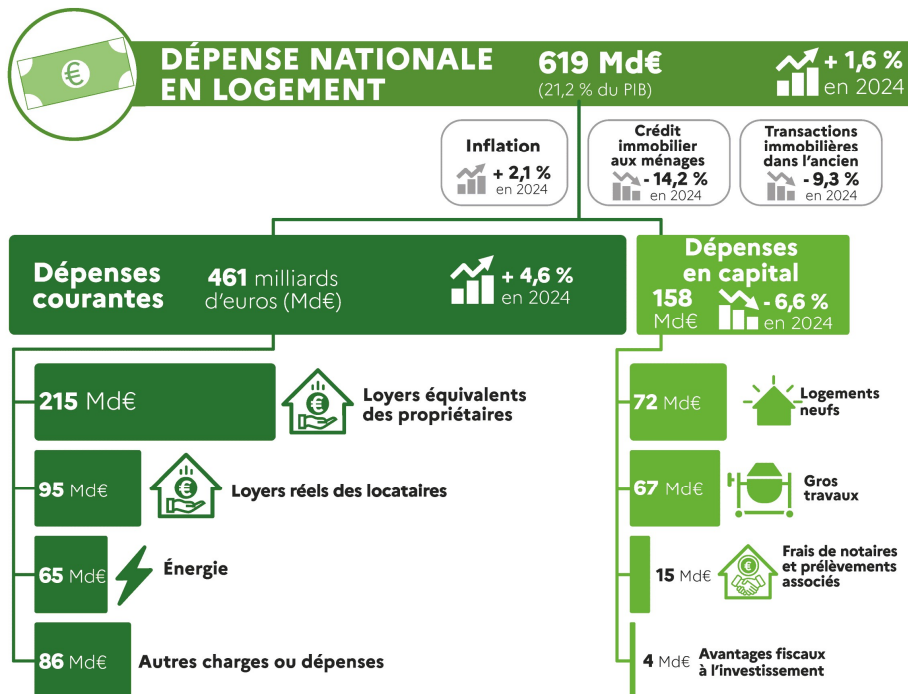
### Surface de locaux non résidentiels cumulée sur 12 mois

En milliers de m<sup>2</sup>



# Le compte du logement 2024

L'essentiel en infographie



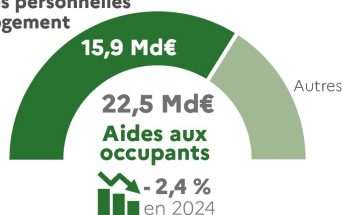


## AIDES AU LOGEMENT 43,1 Md€

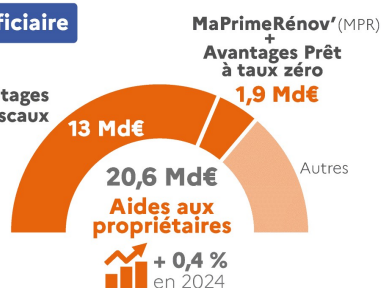
- 1,1 %  
en 2024

### Aides par bénéficiaire

Aides personnelles  
au logement  
(APL)



Avantages  
fiscaux



### Aides par secteur

Locaux d'hébergement  
collectif  
11 %  
Propriétaires  
occupants  
20 %



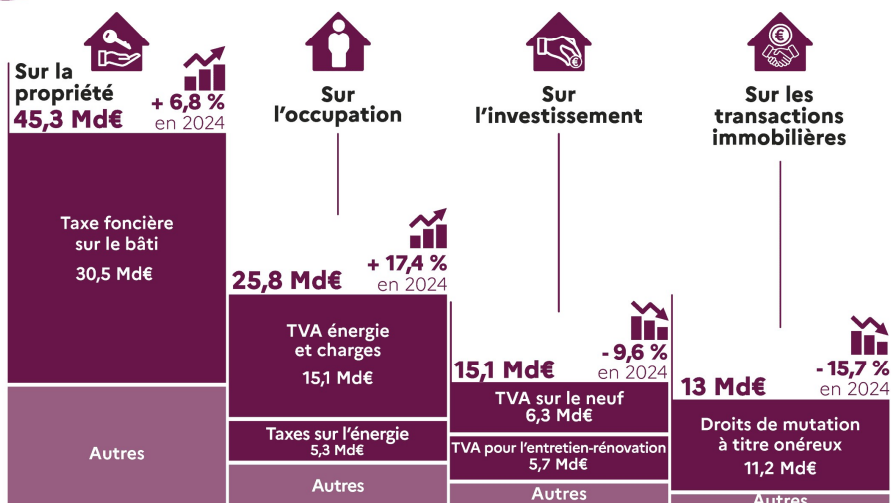
Secteur locatif privé 29 %

Secteur locatif  
social  
40 %



## PRÉLÈVEMENTS ET TAXES 99,2 Md€

+ 2,8 %  
en 2024



CGDD/SDES, 2025 - Bertrand Gaillot



Rapport du compte du logement  
2024



SDES

www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr

Février 2026





### **3. Bilan 2025 et prévisions 2026 – Léger rebond sans véritable reprise du bâtiment (FFB – Fédération Française du Bâtiment)**

**Après un nouveau recul en 2025 (-4 %), le volume d'activité du bâtiment afficherait une modeste hausse de 1,8 % en 2026 grâce au redressement transitoire du logement neuf.**

#### **Bilan 2025**

##### **○ Activité globale : -4,0 %**

En 2025, le volume d'activité du bâtiment a encore reculé de 4,0 %, prolongeant les baisses de 6,0 % et 1,2 % relevées respectivement en 2024 et 2023.

##### **○ Logement neuf : -8,8 %**

Compte tenu de l'effondrement de 12,2 % des mises en chantier en 2024 et des délais habituels de production, l'activité du logement neuf a chuté de 8,8 % en 2025 à prix constants. En revanche, partant de leur plancher quasi historique de 2024 (261 000), les ouvertures de chantier de logements se sont redressées de 8,4 % en 2025 pour s'afficher à 283 000 unités.

Même si ce point d'arrivée reste 75 000 unités au-dessous de la moyenne de longue période, l'amélioration relative permet de limiter la casse et d'envisager un avenir un peu moins mauvais sur ce marché.

##### **○ Non-résidentiel neuf : -6,6 %**

Après un recul en volume de 4,1 % en 2024, la production dans le non-résidentiel neuf a encore abandonné 6,6 % en 2025, tirée vers le bas par les bureaux, les locaux industriels et assimilés, puis les bâtiments administratifs.

Cette baisse résulte de la forte contraction des surfaces commencées en 2024 (-10,6 %), l'inflexion de 2025 restant limitée (+3,7 %).

Ces surfaces atteignent 20,8 millions de mètres carrés, deuxième plus faible niveau enregistré depuis 1986, seulement 0,8 million au-dessus du point bas de 2024.

##### **○ Entretien-amélioration : -1,1 %**

En 2023 et 2024, l'entretien-amélioration s'affichait comme le seul segment en croissance.

Ce n'est plus le cas en 2025, où l'activité s'est repliée de 1,1 % en volume, pénalisée au premier chef par la rénovation énergétique du logement (-1,3 %). Cette dernière a souffert des blocages et rabotages de MaPrime-Rénov' comme des révisions concernant les certificats d'économies d'énergie (CEE). Mais il convient de signaler que le volume des travaux non énergétiques, réalisés aussi bien dans le logement que dans le non-résidentiel, a également fléchi.

Seule la rénovation énergétique du non-résidentiel a continué de progresser, mais bien moins rapidement qu'en 2024 (+0,7 %, contre +3,2 %), alors que le repli des prix de l'énergie a réduit l'intérêt économique immédiat de tels travaux.

○ **Emploi : -1,5 %**

La baisse commencée en 2023 et confirmée en 2024 s'est poursuivie en 2025, tout en se modérant.

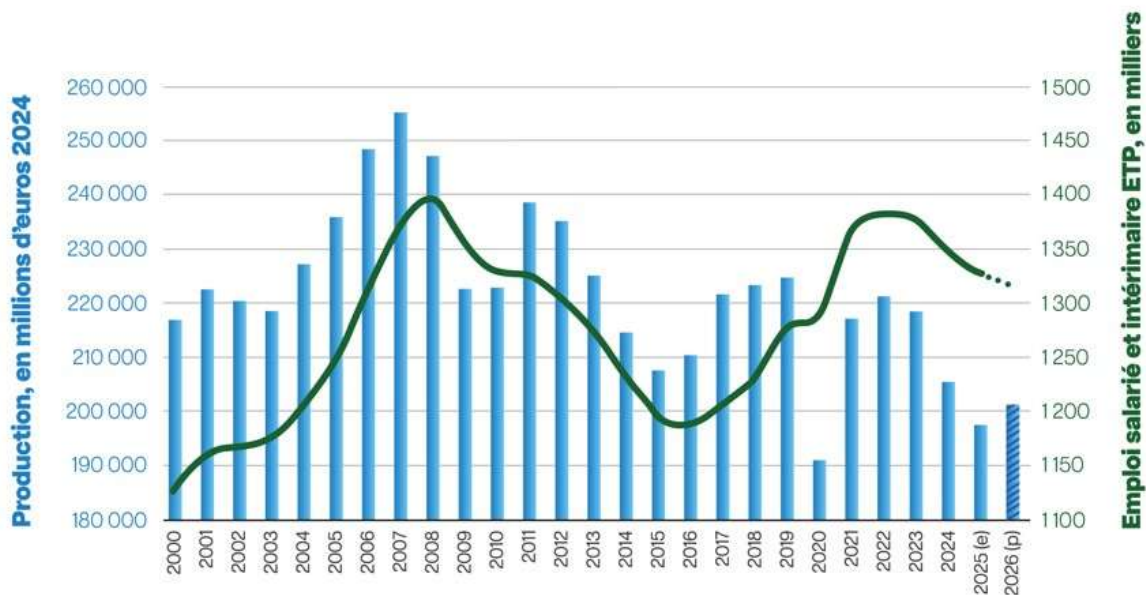
Après 28 700 postes salariés et intérimaires en équivalent temps plein (ETP) perdus en 2024 (-2,1 %), le recul atteint de l'ordre de 20 000 unités en 2025, soit -1,5 %. Ce score, nettement inférieur à la contraction de l'activité, vient renforcer la perte de productivité du secteur.

○ **Santé financière des entreprises en baisse**

La situation financière des entreprises de construction s'est légèrement dégradée en 2025, le taux de marge opérationnelle (corrigé de la rémunération des chefs d'entreprise non salariés) s'érodant, à environ 23 %, à proximité du niveau d'avant crise sanitaire.

De fait, les prix bâtiment se sont repliés d'environ 2 % sur l'ensemble de l'année, alors que les coûts ont continué d'augmenter de 1,5 %, sous la pression du poste « salaires » (+2,5 %), les coûts des matériaux étant restés stables.

La baisse d'activité a accru la concurrence entre les entreprises, favorisant cet effet de ciseau.



Les ouvertures de chantier de logements se sont redressées de 8,4 % en 2025 pour s'afficher à 283 000 unités, niveau encore très faible au regard de la moyenne historique (358 000), mais qui permet de tabler sur un rebond technique de l'activité en 2026.

## Prévisions 2026

### ○ **Activité globale : +1,8 %**

Après une chute de 10,8 % sur trois ans, l'activité bâtiment progresserait légèrement en 2026, de 1,8 % hors effet prix, mais le niveau resterait particulièrement bas, en deçà de celui enregistré en 2024 (-5 milliards d'euros) et bien loin de celui de 2022 (-20 milliards).

### ○ **Logement neuf : +9,5 %**

L'activité du logement neuf se redresserait, de 9,5 %, mais le niveau resterait encore bien faible, renouant à peine avec celui réalisé en 2024. La progression des mises en chantier observée en 2025 (+8,4 %) explique ce rebond, mais elle ralentirait sensiblement en 2026 (+4,4 %) pour s'établir à un niveau encore faible de 296 000 unités.

De fait, sans statut du bailleur privé véritablement incitatif, le collectif fléchirait (-2,0 %). Les autorisations sur ce segment en pâtiraient encore plus (-7,2 %), laissant craindre une rechute d'activité globale dès 2027.

### ○ **Non-résidentiel neuf : +0,5 %**

La production du non-résidentiel neuf resterait quasi étale (+0,5 %), sans espoir de véritable reprise, compte tenu d'une érosion des surfaces commencées comme autorisées. Elles resteraient pénalisées par les bureaux, mais s'y ajouteraient les bâtiments administratifs en année d'élections municipales.

Seuls les locaux agricoles et les commerces afficheraient des évolutions positives.

### ○ **Entretien-amélioration : -0,5 %**

L'activité en entretien-amélioration connaîtrait un nouveau repli de 0,5 % (hypothèse optimiste), du fait du logement (-0,8 %) qui souffrirait de transactions se réalisant le plus souvent sans travaux et d'une rénovation énergétique toujours à la peine (-1,3 %).

La baisse d'ensemble de la rénovation serait légèrement amortie par le non-résidentiel, en quasi-stagnation, la hausse de l'investissement des entreprises compensant le repli de celui des collectivités territoriales.

### ○ **Emploi : -0,8 %**

La modeste croissance d'activité ne suffirait pas à infléchir la courbe de l'emploi, qui abandonnerait encore 10 000 postes salariés et intérimaires en équivalent temps plein sur l'ensemble de l'année (-0,8 %). D'autant que l'écart entre évolutions de l'activité et de l'emploi n'a cessé de s'accroître depuis la crise sanitaire de 2020.

#### 4. La CAPEB table sur une stabilisation de l'activité des artisans en 2026 (Batiweb.com)

**En 2025, l'activité du bâtiment a reculé de 3,8 %, après une baisse de 4 % en 2024, selon la CAPEB. Si le neuf et la rénovation peinent toujours, les mises en chantier et les autorisations montrent un timide rebond.**

-3,8 %. C'est la baisse de l'activité, tous segments confondus, observée par la Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB) sur l'année 2025. En 2024, l'activité avait baissé de 4 %. En raison de l'apparente stabilisation de la conjoncture, le syndicat anticipe une activité comprise **entre -0,5 % et +0,5 % en 2026**.

A priori donc, la situation globale ne s'améliore pas, mais à regarder dans les détails, la baisse n'est que de **2 % pour le T4 2025 par rapport au T4 2025**.

Jean-Christophe Repon, le président de la CAPEB, croit savoir d'où est venue cette impression globale de stagnation. « *Le neuf n'est pas le seul problème.* » Ou peut-être que ce n'est plus le seul problème. Sur l'année, la construction neuve baisse certes de 7 %, mais termine l'année sur un T4 à « *seulement* » -3 %, remarque Sylvie Montout, économiste de la CAPEB, soulignant « *une nette contraction de l'activité dans le neuf depuis le T1 2025* ».

Concernant 2026, le président de la CAPEB compte sur son maillage territorial pour rencontrer des collectivités territoriales avec en ligne de mire la présidentielle de 2027.

Le syndicat a aussi expliqué qu'un « scénario » concernant la REP Bâtiment avait été soumis au ministre de la Transition écologique. Dans celui-ci, la CAPEB demande une « *gouvernance réinventée* », lui permettant de faire son entrée « avec la FFB et d'autres » dans une « *sommitale* » de décision. Entre la prise en compte des réalités des TPE, le maintien d'une reprise sans frais pour les petits volumes de déchets et un maillage territorial adapté, la CAPEB prévient qu'elle attend Matthieu Lefèvre au tournant sur ce sujet.

#### **L'entretien-rénovation victime d'une baisse continue**

Selon Monsieur Repon, « pour l'entretien-rénovation, la dégradation est stable et c'est là qu'il faut travailler avec le gouvernement pour trouver des solutions ». En effet, ce secteur affiche lui une baisse de 1,5 % au T4 2025.

Une dynamique qui confirme une diminution de l'activité de 1,6 % sur l'ensemble de l'année. Il en est de même pour la rénovation énergétique, qui a subi **1,5 % d'activité en moins sur les cinq derniers trimestres**. Selon Madame Montout, les deux tiers du chiffre d'affaires des artisans proviennent de l'entretien-rénovation, ce qui explique la vigilance particulière de la CAPEB à ce sujet et l'anticipation d'un « statu quo » pour l'activité en 2026.

« *Les ménages sont méfiants, il y a des difficultés à se projeter dans l'avenir, par exemple avec les différentes suspensions de MaPrimeRénov' au cours de l'année. Et c'est difficile de savoir quels travaux on veut faire chez soi quand on n'arrive pas à anticiper un minimum* », explique Sylvie Montout. Une méfiance qui s'exprime au travers de l'épargne des ménages. Celui-ci, stabilisé autour de 18,4 %, est désormais proche de celui du T3 2024 mais reste très élevé.

Jean-Christophe Repon pointe aussi du doigt le nouveau calcul du DPE, qui a fait sortir de nombreux logements du statut de passoire thermique. « *On a requalifié des centaines de milliers de logements et de fait, cela fait moins de travaux de rénovations.* »

### Reprise pour les mises en chantier et les autorisations

Le recul de l'activité semble concerner autant les entreprises de moins de 10 salariés (-3,8 %) que les entreprises de 10 à 20 salariés (-4,1 %). En revanche, « *la situation est hétérogène selon le territoire et le corps de métier* », avance Madame Montout.

En région Provence Alpes-Côte d'Azur et Corse, l'activité artisanale n'a pas bougé (0,0 %) au T4 2025, alors qu'en **région Grand Est (-4 %)**, la plus affectée, la dégradation est deux fois plus marquée que pour la moyenne nationale.

Un motif de satisfaction cependant pour la CAPEB : la reprise sur les douze mois glissants de décembre 2024 à novembre des **autorisations (+13,5 %) et des mises en chantier (+4,8 %)**. Une reprise néanmoins encore incomplète, selon le syndicat, puisque les autorisations et les mises en chantier restent inférieures respectivement de 9,5 % et de 22,2 % aux moyennes de ces cinq dernières années.

Cette reprise est tout de même accompagnée d'une hausse des carnets de commande, qui passent de 74 à 77 jours de travail à venir en moyenne entre les T3 et T4 2025.

### Léger mieux pour les embauches

Du côté de l'emploi, 19 % des entreprises artisanales disent vouloir embaucher au second semestre 2025, contre 13 % lors de la première moitié de l'année. Une augmentation inédite depuis 2023. Mais les entreprises semblent éprouver des difficultés à aller au bout, **seules 10 % des entreprises artisanales** ayant déclaré avoir réussi à embaucher sur cette période.

Enfin, les entreprises sont moins nombreuses à envisager de licencier au 1er semestre 2026 (8 %) par rapport au second semestre 2025 (12 %). De l'autre côté, 7 % des entreprises pensent embaucher en ce début d'année 2026.

Pourtant, selon Jean-Christophe Repon, l'apprentissage continue d'être impacté par la conjoncture, ce qui n'est pas bon signe à long terme pour le secteur. « *Il nous faut un flux entrant d'apprentis pour pouvoir se projeter sur 10 ans.* »

**Podcast Batiweb.com pour décrypter l'actu du BTP en quelques minutes « Logement et bâtiment : stabilisation, relance ou impasse en 2026 ? »**

[https://open.spotify.com/episode/46zJMdOBi4kZi4WpVMBGvh?si=1u\\_oJ465ScqznU5UVxuttQ](https://open.spotify.com/episode/46zJMdOBi4kZi4WpVMBGvh?si=1u_oJ465ScqznU5UVxuttQ)